

BENBOUZID À PROPOS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

"L'introduction des TIC fait partie de la réforme"

De retour au pays après avoir participé à la conférence mondiale sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui s'est déroulée à Londres en présence des délégations de 135 pays dont 34 ministres, Boubekour Benbouzid, ministre de l'Éducation nationale, a estimé que l'introduction de cette technologie dans l'éducation scolaire constitue un des aspects de la réforme globale du système éducatif en Algérie, dans le cadre des réformes mises en chantier par le chef de l'État.

Mohamed Djadi- Alger (Le Soir) - Ainsi, profitant de cette visite, Benbouzid qui s'est entretenu avec plusieurs de ses homologues sur l'objectif de cette conférence mondiale sur les technologies de l'information et de la communication s'est entretenu en aparté avec le ministre britannique chargé de l'Enseignement primaire et secondaire, M. Stéphane Twigg, de la reprise des relations algéro-britanniques dans le domaine de l'éducation et de la réouverture à Alger du bureau "British Council".

L'entretien a porté également sur la possibilité de reprise des relations de coopération dans le domaine de l'éducation, notamment en matière de formation de formateurs en langue anglaise dans le

ministre iranien d'inviter son homologue pour effectuer une visite en République islamique d'Iran, Benbouzid a promis d'honorer l'invitation.

Revenant au sujet en question, le ministre de l'Éducation nationale, Benbouzid a rappelé que les missions se définissent en cinq volets à savoir : le réseau, l'information et la communication, les contenus de formation, l'intégration des innovations pédagogiques et les ressources multimédias. Pour ce qui est du réseau,

il est question de garantir à tous les établissements scolaires, de manière équitable, et à la famille de l'éducation de manière générale, les meilleures conditions d'accès à l'Internet. Quant à l'information et la communication, il s'agit de faire en sorte à ce que l'utilisation des TIC devienne une pratique quotidienne.

Des banques de données et des ressources doivent par contre être de mise à la disposition des enseignants (enseignants) et des administrations à tous les niveaux.

Les contenus de formation, selon le département de Benbouzid, ont pour but de mettre en place une large organisation d'experts techniques pour lancer une production massive de cours qui seront mis dans un portail didactique sur Internet.

Les cours, selon le ministère de l'Éducation, concernent l'enseignement des élèves, la formation et le perfectionnement des maîtres, et la formation du personnel de l'éducation.

Plusieurs autres, dépendant du MEN collaboreront à la diffusion des cours sur Internet et à l'organisation du tutorat, a souligné Benbouzid.

Il s'agit en outre, de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance, de l'Institut national de la formation du personnel de l'éducation, des instituts de formation et de perfectionnement des enseignants au nombre de six à travers le pays.

En somme, pour son aboutissement le projet aura évidemment besoin d'une aide conséquente et d'un suivi particulier.

Par ailleurs, Benbouzid

a évoqué les difficultés liées à l'inexistence de logiciels arabes, alors que l'enseignement est entièrement arabisé dans les pays d'Afrique du Nord. "Nous sommes convaincus que

cette forme de partage favorise l'expression de la diversité culturelle et contribue à promouvoir la culture de la paix", a encore précisé Benbouzid.

M. D.

M. ALI FERRAH, P-DG DE L'ENTREPRISE PORTUAIRE D'ALGER.

AU FORUM DE L'ENTV

"La réalisation du second terminal sera le cheval de bataille de l'entreprise"

Invité hier au forum de l'ENTV, le président-directeur général de l'EPAL, avant de répondre aux questions des journalistes, a présenté à l'assistance le bilan de son entreprise ainsi que les projets engagés par cette entité portuaire. Il notera à ce titre que le montant global des investissements qu'elle a réalisés sur ses fonds propres, durant les dix dernières années, s'élève à plus de 9 milliards de dinars, en précisant que la plus grande part de ces investissements a été réalisée entre 1996 et 2004. "Ce programme d'investissement a été orienté résolument vers l'amélioration de la qualité des prestations de services pour la clientèle de l'EPAL, la hausse des capacités de production et la sécurité portuaire." Il se félicitera de l'avancée, et de la nouvelle stratégie en matière des nouvelles technologies enregistrées dans la gestion des activités de l'entreprise, notamment la circulation des marchandises. L'outil informatique installé à cet effet en est pour beaucoup. C'est la réalisation de 20km de fibre optique qui irrigue l'ensemble des structures et des quais avec plus de 200 micro-ordinateurs. Il rappellera la densité et la diversification du trafic portuaire en signalant que ce sont 410 000 containers, recensés en 2004, qui arrivent au port d'Alger contre 60 000 en 1996 et 4 millions de tonnes de marchandises sans compter les 360 000 voyageurs qui ont transité par le port. Il insistera, par ailleurs, sur la nécessité de l'extension du port, qui se fera inexorablement par la réalisation du second terminal. Il se désolera à ce sujet que les pouvoirs publics, plus précisément "les services de l'urbanisme, n'aient pas donné leur aval pour la concrétisation du projet. "Déjà en 1980, l'Office du port d'Alger avait l'idée de créer le bâtiment d'exploitation qui regrouperait tous les opérateurs dans un même espace, c'était cela l'idée du guichet unique. Le projet a profité à un autre secteur, le transport. Une gare routière a été construite à la place. L'EPAL a relancé le projet. Cela fait quatre années qu'elle attend l'autorisation. Nous souhaitons que le wali d'Alger se penche sur la question. Pour l'entreprise, il est vital que le bâtiment se construise en 2005. C'est le seul moyen de régler les problèmes d'exiguïté. Il est important de signaler au passage que sur les 216 hectares que compte le port, 50 ha seulement sont destinés aux marchandises, alors que l'enceinte réceptionne 900 000 tonnes par mois. Le problème des indus occupants se pose avec acuité. Un dialogue avec le nouveau wali d'Alger a été engagé, nous espérons que les lieux seront libérés dans un proche avenir. Cela nous permettra la construction du second terminal; ce sera notre cheval de bataille. Le second terminal c'est l'avenir du port." La création d'un portail en collaboration avec les douanes et Mobilis, permettant aux opérateurs l'acquisition de toutes les informations relatives à leurs marchandises est un bond qu'a effectué l'entreprise. "Aujourd'hui, la notion du jeudi-vendredi, et donc la présence d'un vis-à-vis n'est plus un problème. A partir de chez lui et sans se déplacer, l'opérateur peut être connecté au port et obtenir toutes les informations qu'il désire." Que deviennent les projets du millénaire ? Une question à laquelle répondra M. Ferrah sans hésiter, en déclarant que tous les projets engagés par l'ancien gouverneur d'Alger seront remis sur les rails. "Il est temps que le port soit ouvert à ses usagers." Quant à la sécurité du port, M. Ferrah rassurera : "Nous avons passé la décennie de désolation sans incidence, et bien avant que nous signions la convention avec un bureau d'étude américain dans ce domaine, après les événements du 11 septembre. Ce qui nous manque c'est l'écriture des procédures. Nous nous attelons justement avec notre partenaire à le faire". Il rassurera également l'assistance en affirmant l'existence de potiches de mercure. "Le port a été dragué et il n'y avait aucune trace de mercure."

R. S.

AIN-DEFLA

Les enseignants en grève

Un mouvement de grève a été observé dans de nombreux établissements à travers les différentes wilayas de la wilaya d'Ain-Defla. Contactés, des enseignants n'ont pas caché leur mécontentement face aux retards qui se sont accumulés et relatifs à la régularisation de leur traitement et leurs indemnités : "Nous sommes à quatre jours de la fête de l'Aïd El-Kebir et nous n'avons pas encore perçu le

traitement du mois de janvier alors qu'habituellement cela se fait entre les 12 et 15 de chaque mois, de même que la prime de scolarité qui a été versée à l'ensemble des travailleurs à la rentrée.

Nous, comme si nous n'avons pas d'enfants scolarisés..." L'espoir pour bon nombre d'enseignants pour acheter un mouton reposait sur la prime de rendement du second semestre 2004.

"Mais là encore, à ce jour, 15 janvier, elle ne nous a pas été virée", nous ont-ils dit. D'autres ont ajouté à propos des raisons de ce retard : "Ce n'est pas notre problème de savoir le pourquoi ou le comment de ces retards. Que chacun assume ses responsabilités ! En tout cas, nous ne reprendrons le travail que si nos durs seront réglés".

Toujours est-il que pour les dizaines de milliers de

nos enfants ce sera une journée de perdue.

Le mouvement d'arrêt des cours qui a commencé dans quelques établissements n'a fait que s'amplifier au fil des heures pour finir en fin de journée par toucher l'ensemble des établissements.

C'est ce qui nous a été confirmé tant de sources proches de la Direction de l'éducation que sécuritaires.

Karim O.

BOUIRA

Plusieurs établissements scolaires en grève

Pour protester contre le retard dans la perception de leurs salaires, des centaines d'enseignants des trois paliers du secteur de l'éducation ont débrayé hier, samedi, au niveau du chef-lieu de wilaya, ainsi qu'au niveau de quelques daïras, et comptent, selon les échos qui nous sont parvenus, poursuivre leur action jusqu'à ce que les responsables daignent trouver une solution à cette situation inédite.

"Inédite, dans la mesure où dans les autres secteurs, et à l'approche des fêtes de l'Aïd, les travailleurs perçoivent leurs salaires même si la date de perception n'est pas en son terme. Chez nous, au niveau de l'éducation, c'est le contraire qui se passe. A quelques jours de la fête de l'Aïd, nous

n'avons pas perçu notre salaire et le comble, c'est que l'on nous apprend que nous ne serons payés qu'après la fête", nous dira un enseignant rencontré hier devant la poste principale de Bouira, en compagnie de plusieurs de ses collègues.

D'après cet enseignant, ce qui est navrant dans cette affaire, n'est pas tant le retard pour lequel la tutelle les a habitués, mais plutôt cette manière avec laquelle elle les informe de la chose. En effet, le premier responsable de l'éducation à Bouira a envoyé une lettre à tous les établissements informant les enseignants de ce retard tout en les appelant à patienter. Jusque-là, rien d'anormal si ce n'est qu'au lieu de commencer sa corres-

pondance par des excuses ou des regrets comme c'est d'usage, le directeur l'entame par avoir l'honneur d'informer. Pour les milliers d'enseignants, cette manière de communiquer s'assimile à de l'humiliation ; et cela, ils ne l'accepteront plus.

Signalons enfin que les enseignants rencontrés nous ont dit avoir décidé de sensibiliser leurs collègues des autres établissements de la wilaya, car jusque-là, seuls, les établissements du chef-lieu ont débrayé. En outre, ils comptent poursuivre leur grève jusqu'au règlement de ce problème. Autant dire que la grève enclenchée au niveau du secteur risque de se prolonger au-delà de la fête de l'Aïd.

Y. Y.